

# Des unions de quartier s'unissent pour dire stop aux tags

Dix unions de quartier de Grenoble se sont réunies autour de la problématique des tags. Elles demandent à la Ville « que tout soit mis en œuvre pour que soit enfin respecté leur environnement quotidien ».

« Il y a des tags absolument partout dans Grenoble et ils vont désormais jusqu'à l'ultra-violence, même sur des écoles. Il n'y a pas un seul jour sans que nous entendions des habitants dire qu'ils en ont marre de toutes ces dégradations à répétition et des multiples inscriptions agressives qui ont fait de Grenoble l'une des villes les plus taguées de France, voire la plus vandalisée. »

Ce constat, c'est celui dressé par dix unions de quartier de Grenoble (Abbaye Jouhaux, Centre Gare, Championnet Bonne Condorcet, Eaux Claires, Exposition Bajatière, Foch Aigle Libération, Libération Rondeau, Mutualité Préfecture, Rive Droite) qui veulent, prenant la suite d'un travail engagé par l'Union des habitants du centre-ville, mener un travail sur le long terme sur cette question. Car pour eux, « la situation ne fait qu'empirer ».

## « D'autres villes ont des politiques plus radicales »

Mais, ils l'assurent, « les habitants ne sont pas résignés à subir. Il n'y a ni hasard ni fatalité à toutes ces dérives et il existe des solutions ». Ses propositions, l'UHCV les a d'abord évoquées dans une tribune publiée dernièrement chez nos collègues de *Place Grénet*. Figurent notamment la demande de suivre « l'exemple réussi de Cannes » et que la Ville, « en réponse à la demande faite par l'UHCV il y a deux ans, mette enfin en place une lutte systématique et totalement déterminée contre le fléau des tags, d'abord dans la zone zéro tag, ensuite dans toute la ville » ou que « le répertoire permettant d'identifier les auteurs de tags, qu'avait mentionné Éric Piolle (lors d'une réunion de l'UHCV en 2017), soit remis en service s'il ne l'est plus et qu'il soit utilisé par les autorités municipales, en relation avec les services compétents de l'État ».

Surtout, les représentants



Dix unions de quartier demandent à la Ville d'agir pour lutter contre la prolifération des tags à Grenoble.

Photo Le DL/Albane Pommereau

demandent que la priorité pour l'effacement des tags soit mise sur les inscriptions injurieuses, haineuses ou agressives dans les 24 heures après leur apparition et que cela « s'applique aussi sous 24 heures à tout tag, quel qu'il soit, dès lors qu'il est sur une école, un lieu de culte, un bâtiment de la République française ».

« Il faut protéger les espaces publics mais aussi privés. C'est une pollution visuelle qui altère lourdement le cadre de vie des habitants. La Ville nous dit que tout est mis en œuvre, qu'ils sont un peu débordés... Nous, on demande que les solutions soient vraiment appliquées. D'autres villes ont des politiques plus radicales que Grenoble », ajoutent les responsables.

## « Des individus au comportement double »

Car les unions de quartier ne se sont pas satisfaites des réponses de la Ville, ni de celles apportées par l'adjoint au maire Gilles Namur, lors de la réunion publique organisée par l'UHCV avec les habitants en avril. L'élu avait rappelé notamment la mise en place d'une brigade spéciale de 11 agents et reconnu les difficultés rencontrées par la municipalité : « Est-ce qu'il y a un problème de tags à Grenoble : oui. Est-ce qu'il y a une culture du tag : oui aussi. Est-ce qu'on ne fait rien : non. »

Cette culture du tag, justement, c'est ce qui pose question aux unions de quartier. Si elles ne se disent pas opposées au Street Art Fest organisé depuis 2014, ni à la subvention attribuée par la Ville, elles regrettent « que le festival héberge des individus au comportement double, qui sont dans le street art le jour et dans le vandalisme individuel ou en bande la nuit ».

Parmi ses propositions dans sa tribune, l'UHCV propose d'ailleurs « une charte de la Ville, mise en place entre elle-même et ceux à qui elle offre des subventions d'argent public ou des locaux, les engage à ne soutenir ni directement ni indirectement des personnes ou des groupes également impliqués dans le tag vandale ». Mais aussi « que le street art à Grenoble s'ouvre largement aux nombreux acteurs qui en offrent une autre interprétation, recherchant moins le buzz médiatique, l'effet politique ou la provocation, allant plus dans le sens de l'embellissement et de la pacification des lieux, d'une harmonie dans la ville. Bref, de la "métropole apaisée" que Grenoble veut être ».

« On veut avancer et stopper cette spirale. Les tags en amènent d'autres et cette pollution visuelle porte atteinte à l'ambiance de la ville. Il faut arriver à vivre ensemble dans le respect », plaident les unions de quartier.

● Albane Pommereau